

Pôle Education-Citoyenneté

Rédacteur : Pascal Ghariani DGA – Chef de file Cités Educatives

AXES STRATEGIQUES CONCERNANT LA DEMARCHE CITES EDUCATIVES SUR LA VILLE DE LA COURNEUVE

1-La Démarche globale et méthodologie employée

La démarche ascendante engagée depuis de nombreuses années auprès des acteurs éducatifs et l'expertise que la ville a acquise autour de la politique de la ville ont permis à ce territoire d'accueillir de manière très favorable l'appel à projet des « Cités Educatives » au printemps 2019 d'autant que seul deux projets sur l'ensemble des sites labélisés disposent d'une caractéristique unique, à savoir la prise en compte **de la totalité de la ville dans ce projet**.

Les deux documents joints en annexe permettent de comparer la ville de La Courneuve par rapport aux 80 autres territoires labélisés.

La Courneuve est la 4^{ème} commune pour le nombre d'habitants en QPV parmi les 80 territoires sélectionnés : La plupart des **80 territoires labellisés** « cités éducatives » sont situés au sein d'une grande commune ou d'une commune de taille moyenne, dont la **population est d'environ 70 000 habitants** en 2016 (La Courneuve est en 57^{ème} position en termes de nombre d'habitants parmi les 80 territoires sélectionnés, cf. tableau ci-joint onglet 2).

En revanche, le nombre d'habitants en quartier politique de la ville (QPV) est le plus souvent inférieur à celui observé à **La Courneuve** (en 17^{ème} position en termes de nombre d'habitants en QPV au sein de la commune englobant le(s) quartier(s) retenu(s) avec **35 431 habitants** en 2013¹, et en **4^{ème} position pour ce qui est du nombre d'habitants par quartier en QPV**, après des quartiers de Marseille, d'Aulnay-sous-Bois / Sevran (Les Beaudottes) et de Sarcelles (Lochères) cf. tableau, respectivement onglets 3 et 4).

La Courneuve est la 2^{ème} commune dont la proportion d'habitants en QPV (87,1%) est la plus forte parmi les 80 territoires sélectionnés:

Compte tenu de son nombre important d'habitants en QPV, **87,1% de la population de la ville vit en QPV, ce qui fait de La Courneuve la deuxième commune² dont la proportion d'habitants en QPV est la plus forte** (juste après Denain, dans le Nord, avec 92,4%) **parmi les 80 territoires sélectionnés**, assez loin devant Behren-lès-Forbach (en Moselle, 78,9%), Le Port (à la Réunion, 77,9%), Villiers-le-Bel (75,2%) et Sarcelles – Garges-lès-Gonesse (74,4%). A l'autre bout, seuls

¹ Source : INSEE, chiffre 2013, le plus récent à disposition sur le site de l'INSEE.

² Hors territoires d'Outre-Mer (Pointe-à-Pitre, Fort de France et Mamoudzou) dont les chiffres ne sont pas connus pour la plupart des indicateurs étudiés ici.

7,9% des habitants de la ville de Pau vivent en QPV. Ces chiffres sont des moyennes par commune, ce qui veut dire que certains quartiers ont une proportion d'habitants en QPV plus forte que la moyenne communale indiquée (cf. tableau, onglet 4), et d'autres une proportion moins forte.

La Courneuve est la 5^{ème} commune dont le taux de pauvreté des ménages est le plus important parmi les 80 territoires sélectionnés:

Pour chacun des territoires labellisés « Cités éducatives », le taux de pauvreté, c'est-à-dire la proportion de ménages vivant sous le seuil de pauvreté (fixé à 1 026 € par mois pour une personne seule), est toujours supérieure à la moyenne nationale (14,7% en 2016). Cependant les écarts de taux pauvreté sont parfois très importants, entre des territoires où il est proche de la moyenne nationale (par exemple à Saint-Nazaire, avec 15%) et d'autres où il est trois fois plus important (Le Port, Grigny / Viry-Châtillon, Clichy-sous-Bois / Montfermeil...).

A La Courneuve le taux de pauvreté s'élève à 43% à La Courneuve en 2016, soit le 5^{ème} taux le plus important observé parmi les territoires labellisés « Cités éducatives »³, après Le Port (47%), Grigny / Viry-Châtillon (46%), Clichy-sous-Bois / Montfermeil (45%) et Roubaix (44%), à égalité avec Denain, mais un taux de cinq points supérieur à ceux de Saint-Denis, Stains et Creil (38%), et plus élevé que sur les trois autres territoires du département : Bondy (31%), Pantin (29%) et Aulnay-sous-Bois / Sevrans (27%). Le taux de pauvreté le plus bas est observé à Saint-Nazaire (15%).

Qu'en est-il du taux de pauvreté chez les jeunes ménages ? **Dans la quasi-totalité des territoires labellisés « Cités éducatives », la pauvreté touche davantage les jeunes que l'ensemble des ménages.** En effet, **seules quatre communes** – toutes situées en Ile-de-France (Trappes, Saint-Denis, La Courneuve et Mantes-la-Jolie) – **sont caractérisées par un taux de pauvreté globalement supérieur à celui observé chez les ménages dont la personne de référence a moins de trente ans.** Avec un taux de pauvreté des jeunes ménages de 42%, **La Courneuve** est tout de même la **15^{ème} commune la plus touchée au sein de la liste⁴, et la troisième parmi les sept de Seine-Saint-Denis (taux moins élevé qu'à Stains et Clichy-sous-Bois / Montfermeil, mais plus important qu'à Bondy, Saint-Denis, Aulnay-sous-Bois / Sevrans et Pantin).**

Autrement dit, dans la mesure où le seul critère choisi pour le découpage des nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville (entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014) est le revenu, **cela montre la concentration de pauvreté dans les quartiers mentionnés précédemment, en particulier à La Courneuve, 9^{ème} commune la plus pauvre de France en revenu par habitant** avec un taux de pauvreté de 43,2%, contre une moyenne de 14,9% en France métropolitaine

3 Comparaison effectuée parmi les 71 territoires pour lesquels les données sont disponibles (pas d'information à l'échelle des arrondissements de Paris, Lyon ou Marseille, ainsi que pour Rillieux-la-Pape, Pointe-à-Pitre et Mamoudzou).

4 Comparaison effectuée parmi les 69 territoires pour lesquels les données sont disponibles (même liste que ci-dessus à laquelle il convient d'ajouter Behren-lès-Forbach et Chanteloup-les-Vignes).

Le 24 juin, un dossier a donc été proposé à l'Etat. **Celui-ci a été reçu de manière très favorable par les services de la Préfecture et du CGET** ce qui a permis à la rentrée de septembre 2019 de continuer le travail collectif avec les acteurs associatifs et institutionnels. De nombreux habitants ont participé à la définition plus précise des trois axes retenus dans le cadre de ce projet global qui a pour vocation de produire de véritables effets leviers en faveur de la réussite des enfants et des jeunes de notre territoire. Voici ses trois axes et les actions proposées :

Favoriser la Réussite à l'Ecole et renforcer la capacité d'agir des familles :

- | | | |
|----|--|-------|
| 1. | ncement d'interventions de professionnels de santé (médecin scolaire, psychomotriciens, orthophonistes, psychologue clinicien) | Fina |
| 2. | mentation de l'offre d'apprentissage du français | Aug |
| 3. | oiement d'une offre d'interprétariat par téléphone et par déplacement | Dépl |
| 4. | llation d'un Espace parents dans les écoles et renforcement dans les collèges et lycées | Insta |
| 5. | mpagnement des parents les plus éloignés de l'école par un événement autour du numérique et un dispositif de « parents, experts du quotidien » | Acco |
| 6. | tion d'une Maison de l'Education | Créa |
| 7. | risation des actions éducatives structurantes sur la ville (Plan numérique, Classe de neige, Education artistique et Culturelle) | Valo |

Renforcer la continuité éducative et lutter contre les ruptures des parcours des 3-25 ans :

8. Accompagner la réussite éducative des enfants (accueil périscolaire du soir)
9. Financement de 14 postes d'ATSEM pour les classes de MS
10. Création d'un dispositif innovant « École des AESH »
11. Création d'un dispositif « Dialoguer au lieu d'exclure » pour les collégiens
12. Financement de 2 assistantes sociales au sein des réseaux REP+
13. Renforcement de l'opération « Natation, je nage donc je suis »
14. Création d'un portail santé en direction des écoles, collèges et lycées
15. Développement des stages et alternances
16. Dispositif de mobilité et action Ténérife 2d degré
17. Développement de l'offre d'accueil du jeune enfant

Renforcer la coordination des acteurs et leur capacité d'action en réseau :

18. Financement du pilotage et ingénierie « cité éducative » (coordinateur PET)
19. Création d'un laboratoire de « fabrique en éducation » et recherches appliquées (2 CIFRE)
20. Renforcement des formations communes entre acteurs éducatifs
21. Renforcement de la découverte du territoire aux enseignants
22. Création d'une plateforme collaborative entre les acteurs éducatifs

L'élaboration du programme d'actions a été **conduite de manière très collective** entre septembre et novembre 2019, à partir d'un calendrier très contraint fixé par l'Etat. Après consultation du notre instance de pilotage existante LCVE (La Courneuve Ville Educative), une demande de délai supplémentaire a été obtenu afin de garantir un maximum de participation de la communauté éducative à la co-construction des actions.

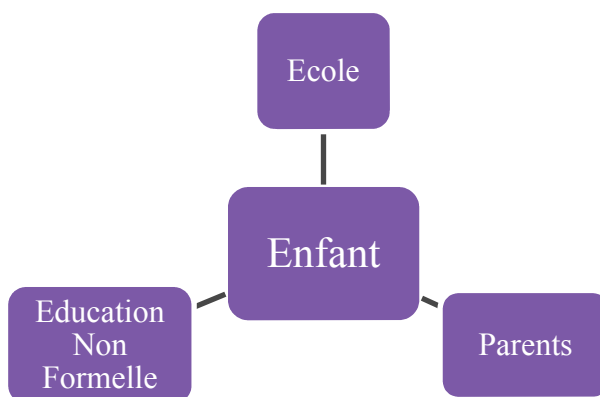
Réunis les lundis 14 octobre et 2 novembre 2019, deux groupes de travail sous le copilotage de la ville, de la Préfecture et de l'Education Nationale ont permis à la communauté éducative de travailler les enjeux éducatifs et d'élaborer des fiches actions à partir de quatre thématiques identifiées comme prioritaires : la parentalité ; la santé ; l'alphabétisation et l'interprétariat ; la formation et l'insertion professionnelle.

Ces groupes de travail ont réunis entre 30 et 50 personnes composant ainsi une représentation large des acteurs éducatifs du territoire (parents d'élèves, associations du territoire et des mouvements d'éducation populaire, enseignants, directions scolaires, principaux, proviseurs, ASE, PMI, conseil citoyens, Département, services de la ville...). Un dernier comité de pilotage composé de 30 professionnels (Education Nationale, associations du territoire, conseils citoyens, CAF 93, CD93, ARS, mouvements d'éducation populaire...) s'est réuni le lundi 25 Novembre et a validé le projet à soumettre à la préfecture et au CGET.

2- La Stratégie du projet déposé par les acteurs de la ville de la Courneuve :

Nous posons deux principes de travail, l'un centré sur les publics et l'autre centré sur les acteurs et professionnels.

Celui centré sur les publics s'articule autour **du concept de coéducation** et de la nécessaire prise en compte de l'éducation formelle et de l'éducation informelle dans la manière de penser nos interventions. Notre démarche de travail, depuis longtemps sur la ville, vise à ce que les habitants soient toujours bien en phase avec les réalités du territoire et des enjeux éducatifs repérés. Nous tentons de mettre à la disposition de toutes et tous des outils pour se former, pour s'émanciper et ainsi d'agir sur le quotidien de chacune et chacun. Pour cela, nous essayons le plus souvent de mettre les personnes en situation d'AGIR.



Nous souhaitons prendre en compte l'enfant dans sa globalité, et c'est pourquoi nous voulons le mettre au centre de l'action éducative. Le principe est, donc, de placer l'enfant au cœur des trois piliers fondamentaux que sont la famille, l'école et l'environnement.

Chaque influence éducative (famille, école, environnement) a ses caractères propres, mais aucune n'est déterminante pour un individu ni entre en concurrence avec les autres : **la coéducation est une approche de la globalité de l'éducation.**

Ce terme signifie que l'éducation prend l'enfant dans sa globalité. Ainsi, si les parents sont les premiers éducateurs, tout adulte ayant la responsabilité des enfants a une mission éducative cela veut dire encore que chaque parent a droit à être informé sur la vie de l'établissement, sur les méthodes pédagogiques, sur la scolarité de son enfant ; à être associé à toutes décisions d'orientation.

Le second principe, centré sur les acteurs, implique une mode de gouvernance partagé car il part d'un constat simple déjà bien établi dans la littérature scientifique : **de la qualité de l'alliance éducative et du travail partenarial des acteurs dépend la réussite des enfants et des jeunes du territoire.** Bien entendu, ce n'est pas le seul critère qui conditionne la réussite de toutes et tous mais cette variable est une variable qui dépend de tous les acteurs de ce même système. **En ce**

sens, les cités éducatives sont une excellente opportunité d'y travailler collectivement. C'est bien ce que nous proposons de faire en travaillant avec le laboratoire de recherche Education, Mutations et Apprentissages (EMA) de l'université de Cergy Pontoise et l'Observatoire Universitaire International en Education et Prévention (OUEIP).

Trois axes d'évaluation sont pressentis par les acteurs :

1-Le Climat scolaire (sentiment d'apprentissage, sentiment de justice ou d'injustice à l'école, la perception des publics et des équipes sur les relations des adultes dans l'établissement...)

2-Les professionnalités éducatives ou l'alliance éducative

L'objet est de regarder et d'améliorer le travail en partenariat des différents acteurs éducatifs (professeurs, CPE, associations, acteur sociaux, éducateurs de prévention...)

L'idée étant de passer à une logique de travail coopératif et partenarial en évitant les logiques de délégation et/ou de sous traitance.

3- Les discours de vérité ou comment comprendre le positionnement des enfants et ou des jeunes face au discours public et le rapport aux institutions. Comment asseoir une parole de vérité, comment est perçue l'institution ? Les acteurs éducatifs sont-ils légitimes aux yeux des jeunes ? Cet axe d'évaluation permet de travailler la question de la socialisation numérique (réseaux sociaux, travail sur le contre discours, vérités complotistes...)

L'ensemble de ces trois axes seront regardés sous l'angle du décrochage scolaire et de la lutte contre les ruptures de parcours des 3-25 ans.

En termes de modalités, **il est utile de préciser que les acteurs du territoire vont se doter d'un outil puissant d'observation, d'analyse et d'action. En effet, nous sommes bien ici dans ce que nous appelons de la recherche appliquée (proche du terrain) et collaborative. L'idée étant d'agir sur le réel dès lors qu'un constat est fait (suite à des enquêtes, une administration de questionnaires ou encore suite à l'étude de données qualitatives via des entretiens ou des focus groupes).**

Ces travaux de recherche viendront en appui de la Maison de l'éducation pour former et permettre à l'ensemble des acteurs de se ressourcer et de faire un pas de côté. **Les principes d'éducation populaire seront portés au sein de cette Maison de l'éducation.** Le but étant que chacune et chacun puisse apporter son expérience, son expertise et vienne se former dans un objectif d'émancipation et de meilleure connaissance mutuelle des acteurs. Des ateliers, conférences ou débats ouverts entre les acteurs éducatifs seront organisés en lien avec ce laboratoire de recherche. Nous ferons de ce lieu un lieu unique et utile pour les familles et les acteurs éducatifs.

Enfin, nous proposons également le recrutement de deux doctorants au sein de la Maison de l'Education en Conventions Industrielles de Formation par la Recherche (CIFRE)

D'autres actions nouvelles et très innovantes sont proposées dans ce projet avec par exemple la mise en œuvre d'une Maison de l'éducation et l'installation d'informateurs sur le territoire.

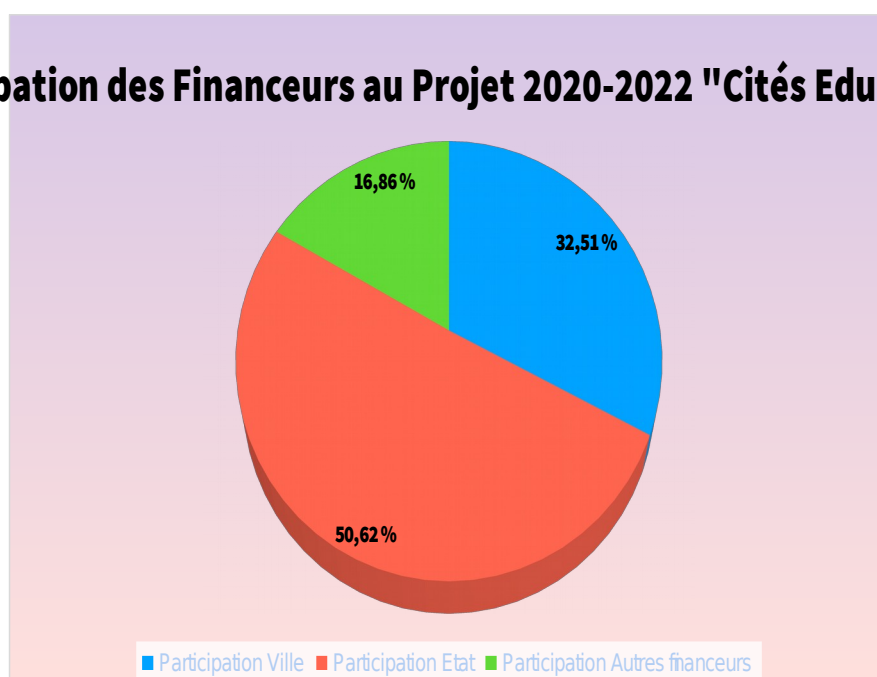
Nous proposons un dispositif en direction des enfants en situations d'inclusion (290 enfants en maternelles et élémentaires concernés sur le territoire) avec la formation qualifiante au métier d'Accueil des Enfants en Situation de Handicap (AESH) en intra de personnes en recherche d'emploi sur le territoire avec nos partenaires du CERPE et des CEMEA. Nous souhaitons que les professionnels formés interviennent sur le territoire de la Courneuve mais ailleurs aussi dans une logique de mobilité indispensable à une prise de recul professionnel. Ce projet pourra être proposé sur des villes limitrophes dans une logique d'essaimage des bonnes pratiques. Les professionnels formés seraient, une fois leur formation achevée, recrutés par l'Education Nationale ou le Département et être positionnés partout où les besoins sont présents dans les écoles.

Et enfin pour finir, toujours à titre d'exemple, la création de moyens nouveau en moyenne section avec la mise en place d'une ATSEM par classe. Ceci permettrait de disposer de deux figures éducatives (Enseignants ou ATSEM) de la petite section de maternelle au CE1. Cette mesure forte permettrait durant 5 ans de disposer d'une adulte pour 12 enfants ce qui permettrait un travail fort et inédit de rentrée dans l'écrit, l'apprentissage de la lecture en permettant la différenciation comme moyen pédagogique associé.

Conclusion et aspects budgétaires :

Le budget prévisionnel proposé dans le cadre des « Cités Educatives » est de 10 140 600 millions d'euros pour la période 2019-2022 avec une demande de participation de l'Etat de 5 133 500 et une participation des autres financeurs dont l'Education Nationale de 1 710 000 soit un ratio de 171 euros par an et par élève pour une durée de 3 ans (environ 10 000 élèves de la maternelle au lycée). La fiche action 7 correspond intégralement à la participation de la ville, 3,3ME, sur ce projet global, à l'exception du poste dédié aux écoles sur le plan numérique que nous demandons à l'Etat de financer.

Participation des Financeurs au Projet 2020-2022 "Cités Educatives"



La ville réalise près de 12 millions d'Euros en dépenses de personnel et fonctionnement sur le service éducation. Ceci correspond à un engagement politique considérable pour une ville disposant de ressources limitées et qui connaît une démographie scolaire en hausse. Suite aux récentes réformes gouvernementales, les dédoublements des CP et CE1 se sont traduites par la création nette de plus de 30 classes soit l'équivalent d'un nouveau groupe scolaire. Cet effort conséquent de la ville doit être pris en compte même si cela n'apparaît pas budgétairement dans le projet déposé.

La ville de la Courneuve, par son Bureau Municipal, conditionne son engagement au projet de labélisation en « *Cités Educatives* » en fonction de deux éléments :

1-La prise en charge intégrale d'un dispositif d'accompagnement à la réussite des enfants d'élémentaire sur le temps périscolaire - 420 KE par an soit 1 260 KE sur trois ans – Financement EN.

Un désengagement annoncé par l'ancien DASEN en mars 2019 s'est opéré dès la rentrée de septembre 2019. Depuis, la ville porte seule le dispositif ancien de « *l'Accompagnement Educatif* » qui cible plus de 1300 élèves sur le territoire. Une nouvelle action, fiche 8, centrée sur la complémentarité entre la famille, l'école et les partenaires du champ de l'éducation non formelle est proposée.

2-Du niveau de financement octroyé par l'Etat et ce afin de garantir durablement la réussite scolaire et éducative des 10 000 enfants de 3 à 25 ans du territoire. Le projet proposé est un projet global qui ne peut se réduire au financement d'une partie seulement du projet proposé.

Nous espérons de la part des services de l'Etat une attention très particulière à ce dossier ambitieux qui a pour objectif d'apporter de véritables effets leviers sur le territoire. L'ensemble de la communauté éducative porte cette ambition pour les enfants et les jeunes de la Courneuve.

Comme nous l'avons déjà précisé à Mr Vincent Lena, Coordinateur National des Cités Educatives et à Mr Julien Denormandie, Ministre chargé de la Ville et du Logement, nous serions très heureux de participer au travail d'évaluation nationale des « Cités Educatives » afin que la ville de La Courneuve apporte son expertise et ses pratiques anciennes et nombreuses autour des dispositifs liés à la Politique de la Ville mais aussi pour que notre collectivité et ses acteurs puissent se nourrir d'expériences portées par d'autres territoires.